Les anarchistes et les socialistes

Nous prenons dans *Le Réveil Communiste-Anarchiste*, de Genève, numéro du 22 mai, l'article ci-dessous, de Malatesta. Comme le dit Bertoni, cet article montre comment certains maximalistes (bolchevistes) ont l'air surtout de ne plus voir que la question de force.

Or, la force n'est qu'un moyen. C'est un moyen nécessaire contre la tyrannie des forts. Et la révolte générale contre cette tyrannie constitue ce qu'on appelle une révolution.

Ce point de vue révolutionnaire nous sépare nettement des tolstoïens. Mais dans l'esprit des anarchistes la révolution ne doit pas servir à installer un nouveau Gouvernement, c'est-à-dire une nouvelle tyrannie.

Les bolchevistes et les individualistes peuvent nous objecter qu'on doit également se défendre contre la tyrannie des faibles, pris en masse.

Cette masse, à cause de son apathie, de son ignorance, de ses préjugés, de sa routine, a besoin d'être menée, d'être défendue contre sa propre lâcheté.

Tous les Gouvernements raisonnent de la même façon. Il est trop facile de condamner la foule à l'esclavage, parce qu'on rencontre parmi elles des imbéciles. Mais elle contient aussi des gens intelligents, qui sont ignorants parce qu'on ne leur a rien appris, de braves gens et surtout beaucoup de gens timides.

Si nous sommes contre l'autorité, cette formule simpliste ne signifie pas que nous soyons contre la supériorité intellectuelle et technique, ni contre l'influence morale. Il y aura toujours des gens d'initiative, et d'autres qui se

laisseront guider. Propagande et éducation sont les moyens d'action que nous employons pour « imposer » nos idées à la foule, à la masse des faibles. Mais nous sommes contre l'autorité imposée par violence. La révolution, pour nous, est un moyen de défense, non un moyen d'oppression.

À la suite de l'article de Malatesta, j'ajoute une lettre que j'ai écrite à l'un de nos camarades en octobre 1915 et qui ne lui est jamais parvenue à cause des événements de l'époque. Je la retrouve dans mes papiers. Un passage se rapporte aux questions exposées ci-dessus,

[/M. P./]

[|* * * *|]

Anarchistes et socialistes, nous sommes également ennemis de la société bourgeoise. Les uns et les autres, nous voulons abolir le capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme ; nous voulons que les richesses naturelles et le travail humain servent à satisfaire les besoins de tous et non plus à procurer un profit aux usurpateurs des moyens de production. Socialistes et anarchistes, nous voulons que les hommes cessent de vivre de la souffrance d'autrui, d'être des loups se dévorant entre eux, et que la société entre les hommes serve à assurer à tous le plus grand bien-être possible, le plus grand développement matériel, moral et intellectuel.

Nous, anarchistes et socialistes, voulons donc substantiellement la même chose, et, lors même que nous paraissons adversaires et ennemis, nous sommes naturellement frères.

Mais nous différons, affirme Zibordi, sur le *moyen de démolir* et sur la *manière de reconstruire*.

Parfaitement ; mais il ne faut pas équivoquer sur les moyens que nous préconisons et sur la manière avec laquelle nous entendons procéder à la transformation sociale et arriver à la

réalisation de notre idéal.

Nous, anarchistes, sommes tous, ou presque tous, convaincus que la société bourgeoise, basée sur la violence, ne s'effondrera que sous les coups de la violence des prolétaires, et en conséquence nous visons à une préparation morale et matérielle qui puisse aboutir à une insurrection victorieuse.

C'est à tort que l'on cherche à faire croire que nous voudrions provoquer à tout instant des grèves, des escarmouches, des conflits violents. *Nous voulons vaincre*, et pour cela nous n'avons aucun intérêt à user peu à peu nos forces et celles du prolétariat. Malgré les mensonges des feuilles policières, tout le monde sait que dans les épisodes sanglants de ces derniers temps, il n'y a jamais eu conflit à proprement parler ; mais toujours agression non provoquée, souvent assassinat prémédité, de la part de la force publique.

Notre prédication, en donnant espoir et confiance en un mouvement général résolutif, tend à éviter les faits particuliers, le gaspillage de forces, et à pousser à une préparation méthodique propre à nous assurer la victoire.

Mais cela ne veut pas dire que nous devons contenir, lorsqu'ils se produisent, les mouvements de la colère populaire. L'histoire est mue par des facteurs plus puissants que nous, et nous ne pouvons prétendre qu'elle veuille bien attendre notre agrément. Tout en continuant notre préparation, nous entendons agir chaque, fois que l'occasion s'en présente, et tirer de toute agitation spontanée le maximum de résultats possibles au profit de l'insurrection libératrice. Et comme nous sommes aussi convaincus que le Parlement et tous les organes étatistes ne peuvent être des organes d'affranchissement, et que toutes les reformes faites en régime bourgeois tendent à conserver et à renforcer ce même régime, nous sommes décidément opposés à toute participation aux luttes électorales et à toute collaboration avec la classe

dominante ; nous voulons creuser l'abîme qui sépare le prolétariat du patronat et rendre toujours plus aiguë la guerre de classe.

Et-en cela, nous sommes nettement opposés aux socialistes réformistes, mais nous pourrions nous trouver parfaitement d'accord avec les socialistes dits maximalistes. Et, en effet, il y a eu une période au cours de laquelle une cordiale coopération paraissait assurée entre nous et lesdits maximalistes ; et si nos rapports avec eux se sont tendus, c'est que nous perdons de plus en plus notre confiance dans leur réelle volonté révolutionnaire. Malgré l'absurdité consistant à vouloir se faire élire au Parlement, cependant que l'on déclarait qu'il n'y avait rien à y faire, nous crûmes aux bonnes intentions manifestées dans *l'Avanti !* et dans les réunions électorales. Mais ensuite… il est arrivé ce qui est arrivé, et nous nous sommes demandés perplexes si tout le feu révolutionnaire avait été l'effet d'une excitation passagère ou une simple manœuvre électorale.

En tout cas, si les dirigeants socialistes veulent agir, ils savent que nous ne resterons pas en arrière. En attendant, nous nous adressons directement aux jeunes et aux masses socialistes, qui veulent réellement la révolution.

[|* * * *|]

Passons maintenant à la question de ce que nous entendons faire après l'insurrection victorieuse.

C'est la question essentielle, car c'est notre *manière de reconstruire* qui constitue à proprement parler l'*anarchisme*, et qui nous distingue des socialistes. L'insurrection, les moyens pour détruire sont chose contingente, et à la rigueur, on pourrait être anarchiste même en étant pacifiste, comme l'on petit être socialiste et vouloir l'insurrection.

On dit que les anarchistes, sont anti-étatistes, ce qui est juste ; mais, qu'est-ce que l'État ? L'*État* est un mot pouvant

prêter à cent interprétations, et nous préférons employer des mots clairs excluant toute équivoque.

Bien que la chose puisse paraître étrange à celui qui n'a pas pénétré la conception fondamentale de l'anarchisme, en vérité, les socialistes sont des violents, tandis que nous sommes opposés à toute violence, sauf lorsqu'elle nous est imposée pour nous défendre contre la violence d'autrui. Aujourd'hui, nous sommes pour la violence, moyen nécessaire pour abattre la violence bourgeoise ; demain, nous serons encore pour la violence, si l'on voulait nous imposer violemment une forme de vie ne nous convenant pas. Mais notre idéal, l'anarchie, est une société fondée sur le libre accord des libres volontés des individus. Nous sommes contre l'*autorité*, parce que l'autorité pratiquement est la violence du petit nombre contre le grand nombre ; mais nous serions contre l'autorité, même si elle n'était, conformément à l'utopie démocratique, que la violence de la majorité contre la minorité.

Les socialistes sont dictatoriaux ou parlementaires.

La dictature, dût-elle même s'appeler du prolétariat, est, le gouvernement absolu d'un parti, ou plutôt des chefs d'un parti qui imposent à tout le monde leur programme particulier, en admettant que ce ne soit pas leurs intérêts particuliers. Elle se donne toujours pour provisoire, mais, comme tout pouvoir, elle tend à se perpétuer et à élargir sa domination, et finit ou par provoquer la révolte ou par raffermir un régime d'oppression.

Nous, anarchistes, ne pouvons ne pas être les, adversaires de n'importe quelle dictature. Les socialistes, qui préparent les esprits à subir la dictature, doivent au moins s'assurer que le pouvoir aille aux dictateurs qu'ils désirent, puisque, si le peuple est disposé à obéir, il y a toujours le danger de le voir obéir aux plus *habiles*, c'est-à-dire aux plus mauvais.

Reste le parlement, la démocratie.

Nous n’avons pas à refaire ici, dans un simple article, la critique du parlementarisme, et à démontrer comment il ne peut jamais interpréter les besoins et les aspirations des électeurs, et donne nécessairement naissance à une classe de politiciens, aux intérêts bien distincts et souvent même opposés à ceux du peuple.

En admettant même la meilleure et utopique hypothèse, que les corps élus puissent représenter la volonté de la majorité, nous ne saurions reconnaître à cette majorité le droit d’imposer sa propre volonté à la minorité au moyen de la loi, autrement dit de la force brutale.

Est-ce pour cela que nous repousserions toute organisation, coordination, division et délégation de fonctions ?

Nullement. Nous comprenons toute la complexité de la vie civile et n’entendons renoncer à aucun des avantages de la civilisation ; mais nous voulons que tout, même les quelques limitations de liberté nécessaires, soit le résultat de la libre entente. La volonté de chacun n’a pas à être violentée par la force d’autrui ; mais tempérée par l’intérêt qu’a tout le monde à s’entendre, aussi bien que par les faits naturels indépendants de la volonté humaine.

L’idée de libre volonté semble épouvanter les socialistes. Mais, pour tout ce qui dépend des hommes, n’est-ce pas toujours la volonté qui décide ? Dès lors, pourquoi la volonté des uns plutôt que celle des autres ? Et qui décidera de la volonté ayant le droit de prévaloir ? La force brutale ? celle qui aurait réussi à s’assurer un corps de policiers suffisamment fort ?

Nous croyons que l’on pourra réaliser l’accord et aboutir à la meilleure forme de vie sociale uniquement si personne ne peut imposer sa volonté par la force, et chacun aura donc à rechercher, poussé par les nécessités mêmes aussi bien que sous l’impulsion d’un esprit fraternel, le moyen de concilier

ses propres désirs avec ceux d'autrui. Un maître d'école, permettez-moi cet exemple, qui aurait le droit de frapper ses élèves et de se faire obéir à la baguette, n'aurait plus aucun travail intellectuel à faire pour comprendre la mentalité des enfants qui lui sont confiés, et élèverait des sauvages ; au contraire, un maître qui ne peut ou ne veut pas frapper, cherche à se faire aimer et y réussit.

Nous sommes communistes ; mais repoussons tout communisme imposé par les sbires. Ce communisme non seulement violerait la liberté qui nous est chère, non seulement ne saurait produire d'effets bienfaisants, faute du concours cordial des masses, et ne pouvant compter que sur l'action stérile et pernicieuse des bureaucrates, mais conduirait certainement à une révolte anticommuniste et qui, en raison des circonstances, risquerait de se terminer par une restauration bourgeoise.

[|* * * *|]

Cette différence de programme entre nous et les socialistes suffira-t-elle à nous rendre ennemis au lendemain de la révolution, et poussera-t-elle les anarchistes, qui probablement seront en minorité, à préparer une nouvelle insurrection violente contre les socialistes ?

Pas nécessairement.

L'anarchie, nous l'avons souvent répété, ne peut se faire par force, et nous ne pourrions vouloir imposer nos conceptions aux autres, sans cesser d'être anarchistes. Mais nous, anarchistes, voudrons vivre anarchiquement, pour autant que les circonstances extérieures et nos propres capacités nous le permettront.

Si les socialistes nous reconnaissent la liberté de propagande, d'organisation, d'expérimentation, et ne veulent pas nous obliger par la force à obéir à leurs lois lorsque nous saurions vivre en les ignorant – il n'y aura pas de

raison de conflit violent.

Une fois la liberté conquise et le droit assuré à tous de disposer des moyens de production, nous comptons, pour le triomphe de l'Anarchie, uniquement sur la supériorité de nos idées. Et en attendant, nous pourrons tous concourir, chacun avec ses méthodes, au bien commun.

Au contraire, si les gouvernants socialistes voulaient, avec la force des policiers, soumettre les récalcitrants à leur domination, alors… ce serait la lutte.

[/Errico Malatesta./]

[|* * * *|]

[*/Serbie, le 5 octobre 1915./*]

Mon cher Camarade,

J'ai reçu, il y a quelques jours seulement, votre lettre du 12 septembre. Continuons donc la conversation. Aussi bien, il pleut, je suis dans un village, en tournée, et je n'ai rien à faire. Pour ne pas perdre ma journée, je me suis mis à écrire. En ce moment-ci, d'ailleurs, c'est la morte-saison ; mais les événements balkaniques peuvent se précipiter. Quand vous recevrez cette lettre, il est possible que je sois en train de soigner des blessés avec de l'ouvrage par dessus la tête.

Je m'occuperai seulement de, certains points qui ne me paraissent pas assez nets dons votre lettre. Pour le reste, nous sommes d'accord. Il est certain que nous ne vivons que dans le relatif. On rencontre trop souvent chez les hommes le sentiment de l'absolu, qui les conduit au sectarisme et les éloigne de l'indulgence. Tout notre enseignement primaire, en France, est fondé sur la certitude ; c'est une sorte de catéchisme avec la Science comme divinité. La véritable science ne nous présente « ses lois » que comme des relations d'ordre approximatif entre les phénomènes. L'avantage de

l’enseignement supérieur est de donner aux esprits cette conscience du relatif. Une des premières réformes à faire serait celle de l’enseignement. Mais l’esprit de l’enfant est dérouté et dévoyé par le doute. Il faudrait donc que l’enseignement durât assez longtemps pour qu’on pût préparer l’esprit de l’enfant à un aspect plus vrai de la réalité (celle que nous connaissons), en développant sa capacité critique. Finir à l’âge de douze ans l’instruction des petits des hommes – instruction qui ne consiste guère qu’à leur entasser dans la mémoire des faits en plus ou moins grand nombre – est tout à fait insuffisant.

Dans les phénomènes sociaux, la certitude est encore plus éloignée que dans les phénomènes physiques. On ne se trouve plus en présence que de probabilités et même de possibilités. C’est cependant suffisant pour que nous agissions. Le doute serait trop commode ou trop fâcheux, s’il nous dispensait d’agir. L’espoir nous suffit. La certitude n’est donc pas nécessaire pour l’action. Qui dit espoir dit doute, mais cloute relatif, et non doute absolu.

L’idéalisme n’est pas autre chose qu’une espérance sentimentale. Il n’y a pas à plaindre ceux qui ont cette espérance. Vivre dans l’espérance est une forme de bonheur. Les déceptions n’y peuvent rien. Mais je répugne à faire de la propagande personnelle pour mon idéalisme, car combien peu sont assez forts pour supporter le voyage sans avoir le vertige et retourner misérablement sur leurs pas. J’expose mes idées et mon idéal à tous ; que chacun en prenne ce qu’il veut ; mais, si quelqu’un s’adresse à moi en particulier, j’ai plutôt tendance à le rebuter. Je ne veux pas que mon influence personnelle puisse l’entraîner au delà de ses forces, et qu’il me reproche sa propre lâcheté.

Tout idéal doit être accepté et non imposé. Mais pour réaliser cet idéal, dites-vous, il faut imposer sa volonté. Je ne suis pas de cet avis, ou du moins cette formule a besoin d’explication. « Ni commander, ni obéir » ne signifie pas « ne

pas vouloir » ; pour réaliser un idéal, simplement même pour tendre vers un idéal, il faut lutter ; on est amené, puisque l'on sent et qu'on désire fortement, à vouloir briser les obstacles qui s'opposent à la réalisation des aspirations ressenties. Mais, est-ce là contraindre ? est-ce là imposer sa volonté aux autres ? Lutter pour abattre la violence et la tyrannie, lutter contre l'autocratie, lutter contre le militarisme allemand, c'est lutter contre la contrainte. Ne jouons pas sur les mots, puisque nous parlons ici en toute sincérité ; et ne disons pas que c'est *contraindre* les tyrans. Je n'accepte la violence que contre les forts qui abusent de leur force – contre toute autorité.

Encore ici faut-il s'entendre sur les mots. Défendre les faibles et soi-même contre l'autorité ne signifie pas qu'on doive s'attaquer à toute supériorité. Ce serait lamentable, car j'estime que la véritable supériorité n'est pas tyrannique, sauf pour les esprits jaloux. J'accepte très bien l'*influence* des forts (je veux dire des intelligents, etc., etc.) sur les faibles ; mais cette acceptation ne veut pas dire que je doive reconnaître la mise en tutelle des faibles, la suppression de leur libre arbitre et leur exploitation au profit d'individus, si intelligents qu'ils soient.

Je comprends qu'on empêche les jeunes enfants de s'approcher du feu ou d'un puits ; mais je demande qu'on leur dise pourquoi et qu'on les amène ainsi peu à peu à n'avoir plus besoin de surveillance.

En somme, il faut se défier des formules toutes faites, où les gens à l'esprit étroit se tiennent *logiquement*. À mon avis, c'est peut-être la logique qui a fait le plus de tort à l'humanité.

Je n'accepte donc pas du tout votre formule darwinienne que « la lutte, c'est la vie, et c'est aussi la contrainte des faibles par les forts ». La théorie de Darwin est peut-être vraie entre individus d'espèces différentes ; elle n'est

presque plus vraie du tout entre individus de même espèce. La théorie de Lamarck sur l'adaptation est certainement beaucoup plus proche de la réalité. Et Kropotkine a fait un beau livre sur *l'Entr'aide*, où il montre que c'est là l'élément le plus important dans « la lutte pour la vie », formule dont on a abusé et qu'on a rendue fausse à force de vouloir la préciser.

Laissez-moi terminer sur les votards, puisque cela vous tient à cœur. J'avoue que, le lendemain des élections, je regarde avec curiosité la liste des élus et la répartition des sièges aux différents partis – pour l'oublier d'ailleurs très vite. Je ne me désintéresse pas du progrès ou du recul des idées de liberté ou de réaction dont les élections ne sont que le reflet. Mais, ce qui compte pour moi, c'est la mentalité générale, c'est l'opinion publique, et non les élus eux-mêmes. Il ne serait d'aucun intérêt qu'il y eût à la Chambre cent révolutionnaires de plus (destinés à s'assagir avec rapidité), si ce succès était dû à des compromissions ou à une habile tactique électorale, ou à la faveur de circonstances particulières. L'important, c'est l'éducation du public, c'est la diffusion des idées d'émancipation. L'opinion publique fait les élections, et ce ne sont pas les élections qui font l'opinion publique. Mettre des bulletins dans une urne ne crée aucune force ; c'est la propagande qui est tout. Il y a tant et tant de députés de telle couleur parce que le pays pense de telle façon, et qu'il a telles ou telles aspirations. C'est à dégager ces aspirations que nous devons travailler, et non à compter sur des élus. Voilà pourquoi je me désintéresse des élections.

Bien à vous.

[/M. Pierrot./]